



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la couverture médiatique audiovisuelle du 15 au 21 juillet 2016

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A la Une

SOAMAHAMANINA : BRAS DE FER ENTRE LA POPULATION ET L'ENTREPRISE JIUXING

La journée du jeudi 14 juillet dernier a été marquée par un affrontement entre les éléments de l'Etat-Major Mixte Opérationnel-Sécurité et les habitants de la commune de Soamahamanina, qui s'opposent à l'exploitation minière réalisée sur les lieux par l'entreprise chinoise Jiuxing. Arrivées sur place vers 8 heures dans la matinée, les forces de l'ordre ont enlevé les banderoles posées sur les murs et les fenêtres de chaque habitation. Furieux, les propriétaires des maisons ont décidé de se rassembler dans la rue, bien qu'ils ne l'aient pas prévu. Les gendarmes ont lancé des bombes lacrymogènes afin de disperser la foule, laquelle a riposté avec des jets de pierres. Une personne a été arrêtée et rapidement relâchée. Par la suite, des représentants des villageois sont venus dans la capitale et ont convoqué une conférence de presse afin de sensibiliser les tenants du pouvoir. Ils ont également sollicité l'appui des journalistes rassemblés au sein du « Mouvement pour la liberté d'expression ». En guise de réponse, ces derniers ont décidé de reprendre l'émission « Radio Miara-manonja » en direct de Soamahamanina le mercredi 20 juillet. L'Ambassadeur de Chine à Madagascar a également réagi face à la situation. Elle a appelé toutes les entreprises chinoises œuvrant à Madagascar à se conformer aux règles et aux textes en vigueur, tout en respectant le cahier des charges. L'association « Justice et Paix » a aussi publié dernièrement un communiqué de presse, dénonçant l'indifférence de l'Etat face aux problèmes des citoyens. L'organisation propose la tenue d'une table ronde pour identifier les besoins du peuple et pour la mise en place d'une justice équitable. D'après les dernières informations, les travaux ont été suspendus par le gouvernement, et le Comité National des Mines (CNM) est descendu sur place. Une délégation ministérielle prévoit également de se rendre sur les lieux prochainement.

RADIO ANTSIVA a traité l'information de manière approfondie. Elle a commencé par rapporter le déroulement de l'affrontement, avant de donner la parole au Père Rodolphe Ralaiarivony, de « Justice et Paix », qui a affirmé que les manifestants n'ont plus besoin d'être conduits par des meneurs, car ils prennent tout en main. Afin de renforcer la revendication, une association dénommée « Vona » a été d'ailleurs, créée par les villageois. Ensuite, la station a diffusé en live la manifestation, faisant entendre les cris de protestation des villageois. La chroniqueuse, Annick Raherimanana a pointé du doigt le mutisme des tenants du pouvoir, notamment du Chef de l'Etat, qui « agit comme s'il n'avait pas été élu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



démocratiquement ! « On se demande aujourd'hui s'il a été vraiment élu ou si les résultats ont été falsifiés en sa faveur », a-t-elle commenté, discréditant ainsi le régime en place. La station a par la suite, dépêché un journaliste pour réaliser une investigation sur place. Selon les témoignages des riverains, les opérateurs chinois ont construit une route pour désenclaver la commune, que les habitants n'ont pas le droit d'utiliser. Au micro de la station, une mère de famille rapporte les pressions exercées par les opérateurs chinois. « Ils continuent de procéder à des prospections de terrain jusque dans la commune d'Ambatomanjaka. Quand une parcelle les intéresse, ils entrent en contact avec les propriétaires pour faire semblant de négocier, mais l'on apprend après qu'ils obtiendront le terrain ultérieurement de toutes les façons ! », explique-t-elle.

KOLO TV a rapporté que les impacts de l'exploitation commencent à se faire sentir. D'après les témoignages d'une habitante, la non-possession de titre foncier complique la revendication, si bien que les étrangers et les dirigeants en profitent pour accaparer les terrains. « A cause de la corruption, des titres surgissent de nulle part », poursuit-elle. Par ailleurs, le ministre des Mines, Zafilahy Ying Vah a rassuré que la forêt de Tapia ne sera pas touchée par l'exploitation aurifère. Et puis, l'Ambassadeur de Chine a sollicité toutes entreprises chinoises à respecter les textes malgaches en vigueur, dans la mesure où « elles se sont déjà engagées à prendre une responsabilité sociale pour respecter l'environnement, et doivent continuer sur cette voie », précisa-t-elle.

TV PLUS a choisi également de diffuser le témoignage d'un des villageois. D'après ses dires, « à l'arrivée des Chinois, le Maire leur a demandé de lui donner tous les documents concernant leurs terrains respectifs, pour que les exploitants ne prennent pas leurs terrains. Mais ce fut une ruse car, en fait, les exploitants pensent maintenant que les propriétaires de ces documents acceptent de vendre. » Par ailleurs, contrairement aux allégations émanant du ministre des Mines, la société chinoise Jiuxing Mines n'a nullement suspendu ses activités. Danny Rasolofomanana, Directeur technique de la société l'a confirmé, « le seul motif pouvant justifier une telle suspension serait la suspension du permis environnemental délivré par l'Office National de l'Environnement suite au non-respect des cahiers des charges, ou encore le non-paiement de frais d'administration minière ».

Sur **RNM**, le président du Comité National des Mines, Andriantsira Rakotoarisoa, a précisé que la gestion et la résolution d'un tel conflit s'inscrivent dans le cadre des missions de son organisation. Il a mis en exergue une « situation assez ironique », en ce que les exploitants malgaches travaillent dans une mine d'or, mais ils vivent dans des taudis avec des conditions difficiles ; alors que les exploitants étrangers sont riches six mois seulement après le début de leurs activités. Les responsables identifient actuellement la source de ce problème, afin d'apporter une solution, a-t-on rassuré. La **Télévision nationale** a également mis en exergue cette descente du CNM à Soamahamania ainsi que les autres tentatives de règlement du problème. En plus du CNM, le Conseil des sages a décidé de jouer le rôle de médiateur dans cette affaire. La **Télévision nationale** a aussi informé ses téléspectateurs de la formation d'un comité interministériel investi de la mission de déterminer les impacts environnementaux,

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



économiques, culturels et sociaux au sein de la communauté d'insertion du projet. Ce comité est composé du ministère en charge des Projets présidentiels, celui de l'Agriculture et de l'Élevage, celui des Mines, celui de l'environnement ainsi que le ministère de la Population. Elle a fait part d'une autre version des faits, « dans le but de faire taire le polémique sur l'affaire, car il y a trop d'exagérations et de rumeurs ». En effet, une trentaine de familles auraient signé un contrat de bail avec les exploitants. D'après les explications de l'un des propriétaires fonciers, la plupart des manifestants n'habitent pas le village de Soamahamanina.

Relatant l'avis d'un seul bord, **VIVA TV** explique que les habitants de Soamahamanina prévoient de poursuivre les manifestations jusqu'à ce que l'entreprise Jiuxing Mines suspende ses travaux. Rodin Rakotomanjato, député élu à Arivonimamo a fortement accusé l'Etat, soutenant que « le régime fait tout pour monter les éléments des forces de l'ordre contre la population, laquelle ne fait que défendre son gagne-pain. Cette terre représente sa survie ».

Plusieurs entités et organisation pointent du doigt les dangers inhérents à cette extraction. Et pour cause, toutes les activités de la population seront dérégulées du fait que cette exploitation a des impacts sur la vie de milliers de paysans, a-t-on entendu sur **FREE FM**. La station adopte un traitement partial de l'information, en réitérant que l'objectif est de retirer le permis d'exploitation à l'entreprise Jiuxing. D'autant que dans son analyse, le journaliste Mbinitsoa Ranaivoson s'interroge sur les dessous politiques de cette affaire. Les auditeurs ont relayé l'avis du chroniqueur. Certains ont même évoqué une manifestation de rue comme moyen d'alerte. « N'entrons pas en guerre avec les Chinois car ils trouvent toujours le moyen de s'en sortir. Plutôt que de faire la guéguerre avec eux, descendons dans les rues et sacrifions-nous », a interpellé un auditeur. **MA-TV**, pour sa part, a relevé un point important dans l'affaire, en s'interrogeant sur la raison pour laquelle le titre minier de l'entreprise chinoise a été signé par un Directeur Général par intérim.

Les intervenants de l'émission « **Demokrasia Mivantana** » de **RADIO PLUS** ont témoigné leur soutien à la population de Soamahamanina, tout en blâmant les responsables étatiques. Aussi, ils ont sollicité l'intervention de la société civile, notamment le Hafari Malagasy.

Politique interne

RASSEMBLEMENT DES PARTISANS DU REGIME

Les partis, organisations politiques et politiciens partisans du régime actuel ont convoqué la presse à l'hôtel Carlton d'Anosy. Des membres des formations politiques HVM, AVI, Leader Fanilo, MTS, MFM, Malagasy Miara Miainga, Patram, et AMP ont été aperçus sur place. Ils ont dénoncé les tentatives de déstabilisation venant du camp adverse rassemblé au sein du Mouvement « Mitsangana ry Malagasy ».

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



N'affichant aucune position de manière directe, **MA-TV** a rapporté les avis de quelques participants. La sénatrice issue du parti Ampela Manao Politika (AMP) a accusé la formation « Mitsangana ry Malagasy » de tenter de renverser le pouvoir en place. Quant à Andrianandraina Théophile, président du groupement parlementaire « Hiaraka Isika », il s'oppose à toutes tentatives de coup d'Etat. « Pourquoi ne pas discuter ? Veulent-ils revivre les affres de la Transition ? », s'indigne-t-il. Le journaliste de **MA-TV** a profité de cette conférence de presse pour demander l'avis de Rivo Rakotovoao, président du parti HVM, sur les polémiques autour des affaires de kidnapping et de détournement de fonds et d'autres litiges qui ont terni l'image du Président Hery Rajaonarimampianina. Selon Rivo Rakotovoao, les détracteurs du régime doivent apporter des preuves avant de proférer des accusations.

TV PLUS a choisi de donner la parole au président-fondateur du parti Mouvement pour la Démocratie à Madagascar (MDM) et non moins sénateur Pierrot Rajaonarivelo. « Nous parlementaires, partis et organisations politiques de la majorité, soucieux de préserver la vérité, la légalité, et la solidarité, condamnons avec la plus grande fermeté la désinformation que certains véhiculent dans le seul objectif de provoquer des troubles et pour tenter de renverser un régime démocratiquement élu. Liberté d'expression ne saurait rimer avec tentative de coup d'Etat », a-t-il déclaré. A l'issue du point de presse, les participants ont signé une déclaration conjointe.

La **Télévision nationale** a aussi fait part de cette rencontre entre les défenseurs du régime, mais de manière très factuelle. **TVM** a souligné que ces politiques souhaitent surtout empêcher tout acte qui risque de faire sombrer le pays dans une autre crise comme celle de 2009.

Faisant une réflexion sur la situation politique actuelle, **VIVA TV** s'est demandé dans quelle mesure une revendication pour la démission du Président serait synonyme de coup d'Etat ? En outre, la dictature du HVM se perçoit à travers la présence de plusieurs éléments des forces de l'ordre dans les quatre coins de la ville, soutient la station. Par ailleurs, la présence du député Mara Niarisy à ce point de presse, a particulièrement suscité la curiosité, dans la mesure où ce député d'Ankazoabo-Sud s'est toujours opposé au régime Rajaonarimampianina auparavant.

Selon **KOLO TV**, le camp de Rajaonarimampianina est essentiellement composé de politiciens soucieux de garder leur siège. Le citoyen Harizo Nantenaina, estime qu'il est légitime d'organiser un référendum, notamment pour connaître l'avis de la population concernant l'organisation d'une élection anticipée.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

ADOPTION DU CODE DE LA COMMUNICATION : LE « MOUVEMENT POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION » POURSUIT SA LUTTE

La session parlementaire extraordinaire a été clôturée le 16 juillet dernier. Bien que le Code de la communication ait été définitivement adopté au cours de cette session, le « Mouvement pour la liberté d'expression » ne compte pas, pour autant, capituler. Dans un communiqué, le Groupement des Editeurs de Presse et les journalistes membres du Mouvement ont fortement condamné l'adoption « au forcing » du texte par les deux Chambres parlementaires. Fetra Rakotondrasoa, porte-parole du Mouvement, a appelé les Chefs d'institution et les groupements parlementaires à sensibiliser la Haute Cour Constitutionnelle sur la non-conformité de ce texte avec les articles 10 et 11 de la Constitution. D'ailleurs, les journalistes sont optimistes suite à la déclaration du Président de la République. Lors de son déplacement à Maurice effectivement, Hery Rajaonarimampianina a laissé entendre qu'il était prêt à discuter avec les professionnels de la presse. « Nous sommes prêts à discuter avec le Chef de l'Etat tel qu'il l'a souhaité. Toutefois, si discussion il y aura, nous exigeons que les dirigeants suspendent le processus d'application de ce Code de la communication », a soutenu Fetra Rakotondrasoa. En attendant, la lutte pour le respect de la liberté d'expression et la liberté de presse continue. Suite à une réunion organisée le 19 juillet, les journalistes ont décidé d'entreprendre une descente dans la commune de Soamahamania. Cette initiative se veut être un témoignage de solidarité envers les paysans de la localité, qui pour rappel, ont participé à la « grande marche pour la liberté d'expression ». En outre, les journalistes veulent également profiter de l'occasion pour mener des investigations sur le litige opposant la société Jiuxing Mines et les riverains.

TVM et **RNM** n'ont pas évoqué la polémique autour de l'adoption du Code de la Communication, se contentant de rapporter l'amendement de l'article 20 par l'Assemblée nationale. Au micro de la **chaîne nationale**, le ministre de la Justice, Charles Andriamiseza, a spécifié que le texte n'a subi aucune retouche et que seule la peine d'emprisonnement y a été supprimée.

La majeure partie des médias privés, pour leur part, continuent de soutenir le « Mouvement pour la liberté d'expression » et ne cessent d'intensifier leur lobbying auprès de l'opinion publique, dénonçant que le projet de Code initial a été charcuté par le gouvernement. **ANTSIVA** a martelé que ce Code de la communication va à l'encontre des Droits de l'Homme. De son côté, **KOLO TV** a décortiqué le texte et a particulièrement condamné l'article 125, qui accorde la couverture nationale exclusivement aux chaînes publiques. **FREE FM** a rapporté la rencontre d'une délégation du « Mouvement pour la liberté d'expression » avec les représentants de l'Ambassade des Etats-Unis, notamment pour témoigner de l'ampleur du mouvement. **TV PLUS** n'a pas manqué d'informer ses téléspectateurs de la suite de la manifestation des journalistes. Le parti pris des médias se reflète également à travers la profusion de réactions défavorables à l'adoption du Code de la communication, qu'ils ont mises en avant :

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- « Il faut que les forces politiques puissent jouer sereinement leur rôle et que la liberté d'expression soit garantie (...) Nous sommes très attentifs avec l'Union européenne, l'Organisation des Nations Unies et l'OIF, à ce que cette liberté d'expression soit respectée. C'est aux Malgaches de trouver des solutions », dicit SEMme Véronique Vouland, Ambassadeur de France à Madagascar, sur les ondes de la station **ANTSIVA**. Elle est convaincue que les journalistes qui travaillent autour de ce texte trouveront une solution consensuelle.
- « Certes, l'adoption de ce projet de loi n'a techniquement pas nécessité un quorum ; toutefois, il s'agit d'un texte controversé qui aurait dû nécessiter plus de temps de réflexion. Il est clair que l'Assemblée nationale comme le Sénat sont défaillants », a réagi Arotsilavo Rakotoarison, sur **ANTSIVA**. Il reste, cependant, optimiste suite au discours du président de la République à Maurice. « Hery Rajaonarimampianina devrait convoquer à nouveau les députés. En attendant, les journalistes et les responsables étatiques devraient se rencontrer afin de trouver un accord commun », ajoute-t-il.
- Comme il l'a exprimé sur **ANTSIVA**, l'ancien Président Marc Ravalomanana se range du côté des journalistes. « Il faut prioriser la liberté d'expression », a-t-il souligné, en rappelant qu'il est quasiment impossible de gagner une bataille engagée contre la presse.
- Le Comité national d'observation des élections, KMF/Cnoe, regrette que les dirigeants ne perçoivent point les priorités des citoyens. Interviewée par **KOLO TV** Patricia Raharisoamalala s'insurge particulièrement contre les dépenses faramineuses qu'occasionne la tenue de session parlementaire extraordinaire. « En tant que société civile, nous appelons les tenants du pouvoir à prioriser l'intérêt des citoyens. Les députés avaient 3 mois pour étudier et adopter des projets et des propositions de loi, ils doivent faire l'effort de tout boucler pendant ce délai », s'est-elle exprimée.
- « Convoquer une session extraordinaire veut dire qu'il y a urgence. Au final, cela n'a pourtant servi qu'à voter le Code de la communication au forceps. Faillait-il vraiment adopter ce texte coûte que coûte ? », s'est indigné Gérard Ramamimampionona au micro de **KOLO TV**.
- Invité sur le plateau de **VIVA**, le Directeur de publication du Groupe VIVA, Soava Andriamarotafika reste optimiste qu'une rencontre avec le Président pourrait être fructueuse. Il espère qu'avec sa déclaration, Hery Rajaonarimampianina a réellement fait preuve de bonne foi. « Nous ne refusons pas la discussion. Il faut cependant, que cela se fasse dans la transparence et la bonne foi. Nous restons sur notre position. Il faut revoir les grandes lignes de ce texte », a souligné Soava Andriamarotafika.

Format de couverture

L'EMISSION « RADIO MIARA-MANONJA », EN DIRECT DE SOAMAHAMANINA

Suite à la sollicitation des manifestants de Soamahamanina, les stations radiophoniques privées rassemblées au sein du « Mouvement pour la liberté d'expression » ont émis en direct

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



de cette localité, pour diffuser l'émission « *Radio Miara-manonja* » durant la journée du 20 juillet. Ainsi, les **RADIO ANTSIVA**, **FREE FM**, et **RADIO PLUS** ont consacré une journée entière à l'affaire. Les journalistes qui ont été sur place ont rapporté que l'entreprise Jiuxing Mines n'a pas suspendu ses travaux. N'ayant pas pu accéder au site d'exploitation, les journalistes Lalatiana Rakotondrazafy, Soava Andriamarotafika, Fetra Rakotondrasoa et Michel Ralibera ont donné la parole à différents acteurs, en essayant de diversifier les points de vue. En effet, les journalistes ont essayé de faire entendre les deux camps opposés : ceux qui dénoncent l'exploitation minière et ceux qui la soutiennent.

Selon les témoignages de l'un des habitants, les travaux sont suspendus le jour mais reprennent la nuit, tandis que les employés de l'entreprise sont placés sous la protection des éléments des forces de l'ordre. D'ailleurs, le Directeur technique de Jiuxing Mines a précisé que la société n'a pas été notifiée de la suspension des travaux qui avait été décidée en conseil du gouvernement. « Ceci illustre le manque de transparence dans ce pays », tonne Michel Ralibera, en rappelant que l'adoption du Code de la communication s'est également déroulée durant la nuit tombée.

Estimant que le règlement de cette affaire relève de son ressort, le CNM a indiqué que des personnes malintentionnées font en sorte que les deux parties ne trouvent aucun terrain d'entente. L'avis du ministre auprès de la Présidence chargé des mines et du pétrole Ying Vah Zafilahy converge également dans ce sens. Il est d'avis que les politiciens ne doivent pas s'immiscer dans l'affaire Soamahamania, puisque le problème ne peut être résolu qu'à travers le dialogue entre les protagonistes.

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

